

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 27 avril au 01 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BEAC prévoit de doubler le taux de rapatriement des devises issues des activités extractives d'ici 2028.
- **Cameroun** : Fitch confirme la note « B » du pays, avec perspectives négatives.
- **Gabon** : les activités de manganèse au Gabon tirent la croissance du groupe Eramet au premier trimestre 2026.
- **Tchad** : la production de coton bondit de 160 % au cours de la campagne 2025-2026.
- **RDC** : la création d'une « Garde minière » pour sécuriser la chaîne d'exploitation des matières premières se profile.
- **São Tomé-et-Principe** : le groupe de la BafD approuve un don de 24,5 M USD pour la transition énergétique.

Régional

La BEAC prévoit de doubler le taux de rapatriement des devises issues des activités extractives d'ici 2028

La BEAC a [annoncé](#) le 23 avril un relèvement progressif du taux de rapatriement des devises issues des activités extractives dans la zone CEMAC. Conformément à l'Instruction [n°001/GR/2026](#), ce taux, actuellement fixé à 35 %, passera à 50 % au 1^{er} janvier 2027, puis à 70 % au 1^{er} janvier 2028, soit un doublement sur deux ans pour les sociétés pétrolières, gazières et minières opérant dans les six pays de la sous-région. Cette réforme vise à renforcer les réserves de change de l'institution monétaire, dont le niveau de couverture des importations est projeté à 4,52 mois pour 2026, en deçà du seuil confortable de 5 mois recommandé par le FMI. La mesure aligne progressivement le régime des compagnies extractives sur celui des autres assujettis, déjà soumis à un taux de 70 %. Toutefois, la BEAC maintient une dérogation majeure : les sommes affectées aux fonds de réhabilitation des sites en fin d'exploitation (Fonds RES), demeurent exclues de cette obligation. Or ces fonds constituent le

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

50 %

La cible du taux de rapatriement des devises issues des activités extractives en zone CEMAC au 1^{er} janvier 2027

principal point de friction entre la banque centrale et les compagnies extractives, après plusieurs années de négociations infructueuses — aucune convention n'ayant été formellement conclue au 30 avril 2026, malgré une échéance initialement fixée au 30 avril 2025.

CEMAC : les paiements électroniques progressent en 2024 portés par le Mobile Money

Selon le dernier [rapport](#) de la BEAC, le secteur des services de paiement en zone CEMAC confirme sa forte dynamique en 2024, avec 502 prestataires actifs et plus de 56,47 millions de comptes ouverts (contre 45 millions en 2023). En 2024, la sous-région a enregistré une hausse du nombre d'opérations (+5,76 % à 3,92 milliards d'opérations) pour une valeur totale de 182 962 Mds FCFA (+6,38 % sur un an). Cette

progression est largement portée par le Mobile Money, qui concentre 94,34 % du volume des transactions (3,74 milliards d'opérations) et affiche une forte croissance des encours (+56,7 %, à 482,8 Mds FCFA), soutenue par l'extension du réseau à 634 589 points de service (+41,3 %). Le crédit mobile poursuit également son expansion avec 897 021 microcrédits octroyés pour 14,45 Mds FCFA, tandis que les transferts internationaux reçus sur comptes dépassent 1 354 Mds FCFA, stimulés par la diaspora. Le Cameroun domine largement l'écosystème avec 65,1 % du volume et 56,95 % de la valeur des transactions. Malgré des progrès en matière de digitalisation des paiements, le recours au numéraire demeure significatif dans la sous-région (près de 18,05 millions de retraits manuels aux guichets effectués en 2024 pour 17 391 Mds FCFA).

Deuxième édition du Colloque financier international : relancer le marché régional pour financer les infrastructures

La deuxième édition du [Colloque financier international](#) s'est tenue les 23 et 24 avril 2026, sous le patronage du ministre des Finances, M. Louis Paul Motaze. Pendant deux jours, l'événement a réuni des décideurs publics, des institutions financières, des investisseurs ainsi que des experts autour du thème « Marché financier régional et ingénierie des financements structurés pour les projets d'infrastructures dans la CEMAC », après une première édition en avril 2025 sur le thème « Dette souveraine des États membres de la CEMAC et opportunités de restructuration ». Les objectifs affichés étaient multiples : (i) souligner le rôle du marché financier régional comme source de financement et de développement de la sous-région, (ii) élaborer un référentiel opérationnel pour la CEMAC à partir des meilleures pratiques internationales en matière de financement d'infrastructures et (iii) mettre en avant l'expertise des acteurs locaux pour la promotion des mécanismes innovants de mobilisation des capitaux. Ce colloque a permis de dresser un état des lieux des contraintes pesant sur la mobilisation du capital en faveur des infrastructures et d'explorer des solutions innovantes, afin de repositionner le marché financier régional au cœur du financement des projets structurants.

Cameroun

Fitch confirme la note « B » du Cameroun, avec perspectives négatives

Le 24 avril 2026, Fitch Ratings a [confirmé](#) la note « B » du Cameroun, assortie de perspectives négatives. L'agence met en avant une croissance économique solide, attendue à 3,7 % en 2026 et 2027, portée par les secteurs pétrolier et minier ainsi que par la progression de l'électrification, tout en soulignant qu'une fermeture du détroit d'Ormuz prolongée, pourrait à terme contraindre l'accès aux carburants et aux engrais. Cette dynamique s'accompagne d'une trajectoire d'endettement en baisse, à 40,2 % du PIB en 2027 contre 44,2 % en 2024, soutenue par la croissance du PIB nominal et la maîtrise des déficits budgétaires. Le risque politique est jugé en recul grâce à la création du poste de vice-président, appelé à assurer l'intérim en cas de vacance du pouvoir, même si des incertitudes persistent. En revanche, les arriérés domestiques restent élevés à 1,6 % du PIB (560 Mds FCFA en 2025), au-dessus de l'objectif de 1 % fixé par les autorités. Les contraintes de financement demeurent importantes, avec une forte dépendance aux emprunts extérieurs, notamment via un éventuel programme du FMI et l'accès aux marchés internationaux, tandis que le marché régional de la CEMAC reste peu profond.

La SNH attribue cinq blocs pétroliers à Murphy West Africa Ltd et Octavia Energy Corporation Limited

La Société nationale des hydrocarbures (SNH) a [attribué](#) l'exploitation de quatre blocs pétroliers à Murphy West Africa Ltd, filiale de la société américaine Murphy Oil Corporation, et d'un bloc à Octavia Energy Corporation Limited, une société britannique. Cela fait suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé le 1^{er} août 2025 et portant sur neuf blocs situés entre les bassins du Rio del Rey et de Douala-Kribi-Campo. Les négociations à venir devront définir les conditions économiques, fiscales et opérationnelles des futurs contrats d'exploitation. Cette décision intervient dans un contexte de baisse de la production pétrolière et de repli des investissements dans le secteur.

Gabon

Eramet : les activités de manganèse au Gabon tirent la croissance du groupe au T1 2026

Le groupe français Eramet a [publié](#) le 23 avril un chiffre d'affaires ajusté de 840 M EUR au T1 2026, en progression de 13 % sur un an. Cette performance repose largement sur les opérations gabonaises. En effet, la Setrag a transporté 1,6 Mt de minerai de manganèse sur le premier trimestre, soit une hausse de 16 % par rapport au T1 2025, période qui avait été perturbée par des difficultés logistiques au port d'Owendo. Les ventes externes de minerai ont atteint 1,4 Mt (+10 %), portées par un prix de vente moyen en hausse de 8 %. Le chiffre d'affaires de l'activité manganèse s'établit à 464 M EUR (+2 %), l'effet prix favorable ayant été partiellement absorbé par la dépréciation du dollar (-11 %). Les travaux de modernisation du Transgabonais se poursuivent, avec des investissements d'optimisation des capacités de la chaîne logistique estimés à environ 70 M EUR. Finalement, Eramet confirme une cible de volumes transportés comprise entre 6,4 et 6,8 Mt pour 2026.

Maurel & Prom : production en forte hausse au Gabon au T1 2026 et premier succès gazier sur le champ d'Etekamba

Le groupe français Maurel & Prom a [publié](#) le 16 avril ses résultats d'activité pour le premier trimestre 2026, faisant état d'une production en part M&P de 14 456 b/j au Gabon, en hausse de 14 % par rapport au T4 2025. Cette performance, portée par le champ d'Ezanga, dont le groupe détient 80 %, reflète les résultats des campagnes de forage et de développement menées ces derniers mois. Par ailleurs, le forage du puits Mouletsi-2 sur le champ gazier d'Etekamba, achevé fin février, a confirmé un potentiel de production d'environ 25 Mpc/j, constituant le premier projet gazier du pétrolier français dans le pays, avec une mise en production envisagée d'ici fin 2026. Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires du groupe atteint 163 M USD (+85 % par rapport au T4 2025), porté par un prix de vente moyen de 90,8 USD/b contre 64,3 USD/b au trimestre précédent. Maurel & Prom prévoit d'investir près de 85 Mds FCFA (env. 130 M EUR) au Gabon sur l'ensemble de l'année 2026, confirmant ainsi le rôle central du pays dans le portefeuille du groupe.

Tchad

La production de coton bondit de 160 % au cours de la campagne 2025-2026

Lors des Journées bilan agricole, tenues du 20 au 24 avril 2026, il a été [annoncé](#) que la production de coton-graine a atteint 150 000 tonnes au cours de la campagne 2025-2026, en hausse de 160 % par rapport à la campagne précédente. Cette performance s'explique principalement par l'amélioration des rendements agricoles, passés de 424 kg/ha à 900 kg/ha grâce à l'utilisation de semences de meilleure qualité. Les résultats demeurent néanmoins inférieurs à l'objectif des autorités, fixé à 200 000 tonnes pour la campagne 2025-2026, en raison d'un retard des pluies.

RDC

La RDC annonce la création d'une « Garde minière » pour sécuriser la chaîne d'exploitation des matières premières

L'Inspection générale des mines (IGM) a [annoncé](#) le 27 avril 2026 la création d'une unité paramilitaire destinée à sécuriser l'ensemble de la chaîne d'exploitation minière en RDC. Sa mission couvre la sécurisation des sites miniers, le convoyage des minerais depuis les zones d'extraction jusqu'aux points de sortie, ainsi que le renforcement de la traçabilité de la chaîne de valeur. Selon le calendrier officiel, le recrutement doit débuter en mai 2026 pour une formation de six mois, avec un premier contingent de 2 500 à 3 000 agents attendu sur le terrain en décembre 2026, avant une montée en puissance progressive jusqu'à 20 000 gardes répartis dans les 22 provinces minières à l'horizon 2028. L'IGM précise que la Garde minière doit progressivement remplacer les éléments des forces de défense actuellement présents dans les zones minières, sans toutefois clarifier son articulation avec la Police des mines créée en 2015. L'absence de précision sur la chaîne de commandement et les pouvoirs de cette unité (intervention, arrestation, contrôle) alimente des critiques, notamment au sujet du risque de chevauchement avec les dispositifs existants. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du partenariat stratégique signé en décembre 2025 entre la RDC et les États-Unis, qui vise à sécuriser l'accès américain aux minerais critiques (cobalt, cuivre, lithium), alors que la RDC assure environ 70 % de la production mondiale de

cobalt et que la compétition géopolitique avec la Chine s'intensifie dans le secteur extractif.

L'Italie s'engage à mobiliser 100 M USD pour renforcer l'accès à l'eau en RDC, dans le cadre d'un programme soutenu par la Banque mondiale

En marge de la conférence « Water Forward – Driving Jobs and Prosperity », organisée le 15 avril 2026 à Washington dans le cadre des assemblées de printemps du Groupe de la Banque mondiale, l'Italie a [annoncé](#) un engagement de 100 M USD en faveur du secteur de l'eau en RDC. L'annonce a été officiellement restituée au Conseil des ministres du 24 avril 2026 par la Première ministre, qui a précisé que ce financement s'inscrit en appui à un programme déjà en cours avec la Banque mondiale. Il s'agit du Programme d'Accès aux Services d'Eau et d'Assainissement (PASEA), soutenu par la Banque mondiale via un crédit de l'Association internationale de développement (IDA). Doté d'un budget global de 1,25 Md USD, le PASEA vise à fournir un accès de base à l'eau potable à 12 millions de personnes supplémentaires et un accès à l'assainissement de base à au moins 8 millions de personnes, dans neuf provinces du pays. Ce financement s'aligne sur l'objectif national d'atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 80 % d'ici 2030 et s'inscrit dans une dynamique globale de réformes soutenue par les institutions de Bretton Woods. La conférence « Water Forward – Driving Jobs and Prosperity » a par ailleurs posé un nouveau paradigme, considérant l'eau comme une ressource économique stratégique plutôt que comme un service à faible coût, dans le cadre de l'ambition de la Banque mondiale d'aider à atteindre la sécurité hydrique pour plus d'un milliard de personnes d'ici 2030 aux côtés de quatorze pays pilotes qui ont lancé leurs « water compacts » nationaux.

Sao Tomé-et-Principe

Le groupe de la BAfD approuve un don de 24,5 M USD pour la transition énergétique

Le Fonds africain de développement (FAD) a [approuvé](#) le 23 avril 2026 un don de 24,5 M USD en faveur de Sao Tomé-et-Principe, complétant un investissement total de 30 M USD. Ce financement vise à soutenir le projet de transition, d'efficacité et d'expansion énergétique (ETREEP), pilier du Pacte national pour l'énergie dans lequel le pays s'engage à atteindre « l'électrification universelle » et une part de 50 % d'énergies renouvelables d'ici 2030. L'archipel dépend aujourd'hui largement des combustibles fossiles importés, qui représentent près de 95 % de sa production électrique, à un coût de 0,30 USD/kWh, parmi les plus élevés du continent. À cela s'ajoutent des pertes techniques et commerciales supérieures à 34 %. Le projet prévoit notamment la construction d'une centrale solaire de 4 MW avec stockage par batteries de 2 MWh sur l'île de Príncipe, l'installation de plus de 40 000 compteurs prépayés et le déploiement de 1 000 lampadaires LED. La mise en œuvre s'étendra de mai 2026 à novembre 2031.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann. en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publiques (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC															
Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
Congo	2,4	2,8	► 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	► 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Mar-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	96	3	3	7	1103	404	639
Variation mensuelle (%)	41%	-16%	-10%	4%	6%	-2%	-2%
Variation annuelle (%)	35%	-26%	-60%	-17%	3%	7%	3%
Variation sur 5 ans	50%	19%	32%	100%	7%	-3%	-4%
Variation sur 10 ans	156%	79%	5%	112%	54%	4%	-6%

Mar-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton	Caoutchouc naturel	Aluminium	Fer	Cuivre	Or
Référence/mesure	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/tmsu)	(USD/mt)	(USD/once troy)
Valeur	2	2	3373	104	12529	4856
Variation mensuelle (%)	4%	6%	10%	6%	-3%	-3%
Variation annuelle (%)	-1%	1%	27%	4%	29%	63%
Variation sur 5 ans	-16%	1%	54%	-38%	39%	183%
Variation sur 10 ans	18%	64%	120%	86%	153%	290%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5 ^{ème} édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)
[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).